

**Réunion des États parties à la Convention
sur l'interdiction de la mise au point,
de la fabrication et du stockage des
armes bactériologiques (biologiques)
ou à toxines et sur leur destruction**

5 août 2010
Français
Original: anglais

Réunion de 2010

Genève, 6-10 décembre 2010

Réunion d'experts

Genève, 23-27 août 2010

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Fourniture d'une assistance et coordination avec les organisations
compétentes, si un État partie en fait la demande, en cas
d'allégations d'emploi d'armes biologiques ou à toxines,
y compris pour l'amélioration des capacités nationales en
matière de surveillance, de dépistage et de diagnostic des
maladies, ainsi que l'amélioration des systèmes
de santé publique**

**Le rôle des organisations internationales dans la fourniture
d'une assistance et la coordination en cas d'allégations
d'emploi d'armes biologiques ou à toxines**

Document soumis par l'Unité d'appui à l'application

Résumé

Le présent document consiste en un résumé des mandats et activités pertinents des organisations internationales qui pourraient être appelées à intervenir en cas d'allégations d'emploi d'armes biologiques ou à toxines. Il contient des informations sur le Comité international de la Croix-Rouge, l'Organisation internationale de police criminelle, l'Organisation des États américains, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation mondiale de la santé animale et les Nations Unies.

I. Introduction

1. Lorsqu'il est allégué qu'une arme biologique ou à toxines a été employée, ou qu'une maladie a été délibérément causée, diverses organisations internationales peuvent faciliter ou coordonner les actions à mener.
2. Dans un tel cas, on peut s'attendre à ce que l'assistance et la coordination portent à la fois sur les aspects sanitaires et sur la sécurité et à ce qu'une collaboration entre diverses organisations s'impose.
3. Le présent document de fond contient des informations communiquées par plusieurs de ces organisations internationales et donne un aperçu de ce que sont ces organisations et de ce qu'elles peuvent faire. D'autres organisations compétentes auraient probablement aussi pu être mentionnées. À titre d'exemple, des précisions sur les activités pertinentes menées dans le cadre de l'Union européenne seront soumises dans une série de documents de travail que la Belgique soumettra au nom de l'UE.

II. Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

A. Évaluation des risques

4. Du fait qu'il a pour mandat d'aider les victimes de conflits et d'autres situations de violence, le CICR suit une approche dynamique en s'appuyant sur l'expérience qu'il a acquise lors de précédents événements nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques (événements NRBC), en commençant par évaluer les risques et les capacités existantes afin d'organiser une intervention efficace pour aider les victimes.
5. Lorsqu'il a évalué les risques d'emploi d'armes NRBC, le CICR a recensé et précisé 11 risques, ayant chacun leurs propres incidences sur l'assistance aux victimes et sur la santé et la sécurité du personnel¹. (Quatre des risques ont trait aux armes biologiques.) L'insuffisance des moyens internationaux d'assistance aux victimes d'un événement NRBC est aussi apparue clairement, même si de nombreux États ont créé des moyens nationaux susceptibles d'être déployés rapidement et efficacement en cas d'événement NRBC sur leur territoire. Les débats au niveau international sur le déploiement de ces moyens nationaux en sont encore à leurs balbutiements.

B. Faisabilité

6. Le CICR a réalisé un projet d'étude de faisabilité pour déterminer la capacité opérationnelle qu'il devrait conserver, améliorer ou acquérir pour aider les victimes d'un événement NRBC. Il est vite apparu que la faisabilité ne pouvait pas être déterminée sans recours à une approche fondée sur la réalité².

¹ Dominique Loye et Robin Coupland, «Armes nucléaires, radiologiques, biologiques ou chimiques – qui portera assistance aux victimes, et comment?». Revue internationale de la Croix-Rouge, vol. 89, juin 2007, p. 333 de la version anglaise, sur le site Web du CICR:
http://www.icrc.org/Web/Eng/siteeng0.nsf/htmlall/section_review_2007_866?OpenDocument
(version française sur
[http://www.icrc.org/Web/fre/sitefre0.nsf/htmlall/pREV950/\\$File/ICRC_001_REV950.PDF](http://www.icrc.org/Web/fre/sitefre0.nsf/htmlall/pREV950/$File/ICRC_001_REV950.PDF)).

² Robin Coupland et Dominique Loye, «Assistance internationale aux victimes de l'emploi d'armes

C. NRBC-MORC

7. En 2009, sur la base des conclusions du projet, le CICR a décidé de se lancer, sur une période de cinq ans (2010-2015), dans la création d'une capacité opérationnelle minimale d'intervention (sigle «MORC» en anglais). L'objectif est de garantir la santé et la sécurité du personnel du CICR en cas d'incident NRBC, tout en assurant la continuité des opérations dans les endroits touchés et en aidant au maximum les victimes.

8. Le service NRBC-MORC comprendra une équipe de base de deux à trois personnes appuyées par des spécialistes des domaines pertinents, tels que santé, eau/abri, logistique, communication et droit. Sa mission consistera à la fois à examiner les problèmes de sécurité et les problèmes politiques et autres auxquels une délégation du CICR peut avoir à faire face en cas d'événement NRBC et à définir les mesures techniques de protection à prendre pour le personnel du CICR. Ce service ne fonctionnera pas de manière autonome, mais il fournira des connaissances opérationnelles et spécialisées pour les opérations que le CICR pourra avoir à mener en cas d'événement NRBC. Le CICR prévoit aussi d'élargir son réseau de contacts et de développer une éventuelle synergie avec d'autres acteurs intervenant dans ce domaine.

III. Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL)

9. En cas d'incident biologique, INTERPOL aidera à l'échelle mondiale, par les moyens suivants, l'ensemble des services chargés de faire respecter les lois:

- a) Communications sécurisées (vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept) par le biais d'un réseau «Réseau I-24/7» auquel sont reliés 188 pays membres;
- b) Accès aux bases de données de la police à INTERPOL;
- c) Services d'appui pour les opérations de police.

10. Les entités ci-après participeront au processus:

a) Le Centre de commandement et de coordination (CCC) suit et coordonne les échanges d'informations. Il est le premier interlocuteur entre les pays membres et le Secrétariat général pour toutes les opérations de police. Installé au Secrétariat général à Lyon, le CCC fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, dans les quatre langues officielles d'INTERPOL: anglais, arabe, espagnol et français.

b) Les Bureaux centraux nationaux, qui communiquent avec le Secrétariat général, participent à toutes les activités d'INTERPOL, en prêtant constamment et activement leur concours – dans des conditions compatibles avec la législation de leur pays – afin qu'INTERPOL puisse atteindre ses objectifs. Utilisant le réseau I-24/7, les entités communiquant avec le Secrétariat général accèdent directement aux bases de données et peuvent y faire des recherches et des croisements de données en quelques secondes. À la demande des pays membres, INTERPOL diffuse électroniquement des notices qui servent à alerter les services de police en ce qui concerne les personnes en fuite, les personnes soupçonnées d'être des terroristes, les criminels dangereux, les personnes disparues ou les menaces d'emploi d'armes.

nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques : une approche plus réaliste s'impose-t-elle?». Revue internationale de la Croix-Rouge, vol. 91, juin 2009, p. 329 de la version anglaise, sur le site Web du CICR: <http://www.icrc.org/web/eng/siteeng0.nsf/html/review-874-p329> (version française sur <http://www.icrc.org/web/fre/sitefre0.nsf/html/review-874-p329>).

c) L'Unité de prévention du bioterrorisme. Dans le cas où un pays demande une assistance, l'Unité peut contacter partout dans le monde des experts de l'application des lois pour répondre à des demandes spécifiques d'assistance et de conseils, mais elle garde à l'esprit le fait que l'enquête reste une prérogative nationale.

IV. Organisation des États américains (OEA)

11. Le Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme de l'Organisation des États américains (OEA/CICTE) a établi un réseau spécifique de correspondants nationaux de chaque pays. Ce réseau sert à la communication avec le Secrétariat du CICTE et entre les correspondants nationaux sur les questions techniques. Le Secrétariat peut ainsi communiquer directement avec les capitales, et inversement, au lieu d'utiliser les canaux diplomatiques ordinaires, même si les missions permanentes sont aussi informées des communications avec le correspondant national. Ce système, qui peut servir de modèle aux autres régions, permettrait en fin de compte de procéder efficacement à des échanges d'informations si des actes de bioterrorisme étaient commis.

12. En outre, afin de renforcer les capacités des États membres de l'OEA et de leur fournir une assistance technique de manière à favoriser la coopération utile pour prévenir, combattre et éliminer efficacement le terrorisme, le CICTE, dans le cadre de son plan de travail annuel, a créé des programmes dans cinq grands domaines de la lutte contre le terrorisme: protection des infrastructures essentielles, contrôles des frontières, assistance en matière législative et financement de cette lutte, exercices de gestion des crises, mise au point des grandes orientations et coordination internationale. Dans ce contexte, parallèlement aux activités de renforcement des capacités entreprises pour appliquer concrètement la résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU, le CICTE a mis au point un projet d'exercices de gestion des crises dans les cas de bioterrorisme. Dans le cadre de ce projet, le Secrétariat du CICTE a procédé, aux niveaux tant nationaux que sous-régionaux, à deux exercices, l'un à Cancún (Mexique) du 14 au 19 novembre 2009) et l'autre à Port of Spain (Trinité-et-Tobago) du 10 au 12 mars 2010.

V. Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)

13. Le Service de l'assistance et de la protection fait en sorte que l'OIAC acquière et conserve la capacité de répondre rapidement, efficacement et adéquatement aux demandes d'assistance formulées en application de l'article X de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques en:

- a) Mobilisant les mécanismes internationaux et en coordonnant les réponses internationales aux demandes d'assistance;
- b) Renforçant au sein de l'OIAC les capacités à gérer l'assistance provenant de la communauté internationale;
- c) Coordonnant et fournissant une assistance aux États parties qui le demandent.

14. Le Service a pour fonction d'établir des plans et de réfléchir, sur le plan stratégique, aux besoins et menaces potentiels; d'élaborer des programmes d'assistance; et de gérer et coordonner leur exécution si la demande lui en est faite.

15. Les responsabilités du Service sont notamment les suivantes:

- a) Évaluer les contraintes auxquelles est soumis un mécanisme international de fourniture d'une assistance en cas d'emploi ou de menace d'emploi d'armes chimiques et donner des conseils aux États parties et à l'Organisation;
- b) Établir un plan de travail annuel pour l'exécution des activités relatives à l'assistance et à la protection;
- c) Établir des normes spécifiques pour créer et conserver au sein de l'OIAC une capacité de gérer les réponses de la communauté internationale aux demandes d'assistance;
- d) Organiser des cours de formation visant à renforcer les capacités pour que les États parties soient en mesure de répondre aux demandes d'assistance formulées par l'Organisation;
- e) Gérer les procédures normales de fonctionnement permettant à l'Organisation d'intervenir;
- f) Organiser les exercices de fourniture d'assistance de l'OIAC;
- g) Établir le contact et coopérer avec les autres entités internationales compétentes telles que le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur les armes biologiques, l'Organisation mondiale de la santé, le Comité international de la Croix-Rouge, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, etc., pour assurer la cohérence des éventuels plans communs d'assistance.

VI. Organisation mondiale de la santé (OMS)

16. Pour l'OMS, la sécurité en matière de santé publique au niveau international doit se traduire par un monde plus sûr, prêt à réagir collectivement à la menace d'une épidémie et à d'autres situations d'urgence concernant la santé publique, qu'elles soient d'origine humaine ou d'origine anthropique. Ceci est conforme au Règlement sanitaire international et on peut atteindre cet objectif en préparant bien la communauté internationale, dont l'OMS elle-même. Il faut notamment faire en sorte que la communauté internationale soit prête à repérer toutes les situations d'urgence concernant la santé publique qui peuvent avoir une portée internationale, notamment tout emploi délibéré, allégué ou confirmé, d'un agent biologique, et à y faire face; ou à agir si un État membre demande une assistance en matière de santé publique. Cet état de préparation est fondé sur deux composantes essentielles:

- a) Un système mondial qui doit être efficace pour appuyer les programmes de lutte contre les maladies visant à contenir les menaces pesant sur la santé publique et qui doit permettre d'évaluer en permanence les risques à l'échelle mondiale et de réagir à tout moment au cas où se produiraient des événements inattendus susceptibles d'avoir une portée internationale;
- b) Des systèmes nationaux de santé publique solides pour maintenir une surveillance active des maladies et des événements touchant la santé publique; enquêter sur les événements détectés; rendre compte; évaluer les risques pesant sur la santé publique; échanger des informations; appliquer les mesures de lutte contre les maladies.

17. La politique de l'OMS dans ce domaine est définie par les résolutions WHA54.14 et WHA55.16 de l'Assemblée mondiale de la santé, le Règlement sanitaire international (2005), le Rapport sur la santé dans le monde (2007), et un document de 2004 intitulé «Public response to biological and chemical weapons».

18. Se préparant à gérer les situations d'urgence touchant la santé publique, notamment celles faisant l'objet d'allégations de libération volontaire d'agents biologiques ou de toxines, l'OMS s'engage à:

a) Renforcer le Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie, améliorer l'efficacité de la gestion des événements et de la communication sur ce sujet avec les organismes extérieurs, notamment en ce qui concerne les procédures et mécanismes de riposte aux fins de l'activation du Réseau. Le système OMS de gestion des événements appuie cette riposte et d'autres moyens techniques et opérationnels en intégrant les systèmes d'information internationaux, régionaux et nationaux.

b) Appuyer l'application du Règlement sanitaire international (2005) en participant à un programme de renforcement des capacités nationales fondé sur la notion de «capacités essentielles» et visant à détecter les risques pour la santé publique et les événements pouvant constituer «une urgence de santé publique de portée internationale» et à permettre d'y faire face.

c) Renforcer les réseaux mondiaux, régionaux et nationaux de santé publique pour gérer les risques pesant sur la santé publique qui peuvent avoir une portée internationale, en améliorant le Réseau mondial d'alerte et d'intervention en cas d'épidémie et en tirant parti de réseaux mondiaux novateurs pour la réduction des risques, la mise en état de préparation et l'intervention. En cas d'allégation d'emploi, ces réseaux fournissent les moyens techniques et opérationnels nécessaires pour aider les États membres.

d) Renforcer la coopération aux niveaux mondial, régional, national et international aux fins de la gestion des risques pour la santé publique qui ont une portée internationale, aider les États membres à gérer les risques potentiels lors des manifestations de masse et d'autres événements pouvant intéresser des terroristes (forte visibilité/lourdes conséquences). Un partenariat a été mis en place avec le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU afin d'appuyer techniquement le mécanisme d'enquête sur les allégations d'emploi (voir ci-dessous la section relative aux Nations Unies).

e) Jouer un rôle de chef de file en matière de santé à l'échelle mondiale et favoriser la collaboration et les partenariats dans le cadre des interventions touchant la santé publique en cas d'allégation d'emploi, en créant un système pour coordonner les activités avec les États membres de l'OMS, et en donnant des conseils et des informations aux organismes des Nations Unies, aux programmes et aux organisations intergouvernementales spécialisées.

19. Ces activités relèvent d'un certain nombre de départements, dont les suivants: Partenariats et réforme des Nations Unies; Alerte et action en cas d'épidémie et de pandémie; Sécurité sanitaire des aliments; Règlement sanitaire international; Santé publique et environnement.

VII. Organisation mondiale de la santé animale (OIE)

20. L'OIE a pour mandat d'améliorer la santé animale à l'échelle mondiale et joue un rôle clef au niveau intergouvernemental en atténuant les risques que font peser les maladies animales. L'OIE est l'organe intergouvernemental chargé de veiller à la transparence de la situation mondiale en matière de maladie animale et d'établir les normes internationales applicables au dépistage des maladies animales majeures, y compris les zoonoses, et à la lutte contre ces maladies.

21. Si elles sont correctement appliquées, les directives et les recommandations de l'OIE peuvent fortement contribuer à accroître la capacité qu'ont les pays membres de l'OIE et la communauté internationale de se protéger contre la menace d'un acte de bioterrorisme.

Cependant cette protection dépend de la diligence avec laquelle ces pays membres suivent les directives et recommandations existantes. Pour atténuer les risques et les effets de l'introduction naturelle, accidentelle ou délibérée de maladies animales, il faut, aux niveaux national et international, accroître la capacité d'appliquer les méthodes existantes de prévention, de dépistage précoce, d'intervention rapide et d'endiguement.

22. L'OIE et ses partenaires se sont engagés à renforcer la coopération aux niveaux international, régional et national dans le cadre de l'initiative «One Health». Les mécanismes utilisés pour dépister les poussées de maladies chez les animaux et lutter contre elles ne changent pas selon qu'elles ont pour origine un événement naturel ou une libération accidentelle ou volontaire. Le meilleur moyen de réduire les risques d'utilisation de maladies animales comme armes biologiques consiste à renforcer les mécanismes existants de dépistage des maladies animales et de lutte contre celles-ci. L'OIE encourage le renforcement des services vétérinaires partout dans le monde afin que ses membres soient plus à même de se conformer aux normes internationales existantes, aient des ressources et une législation efficaces et soient gouvernés correctement. L'OIE est soucieuse, comme ses partenaires internationaux, de réduire les menaces biologiques que font peser les maladies animales, notamment les zoonoses.

VIII. Organisation des Nations Unies

23. Le mandat d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques, biologiques ou à toxines a été donné au Secrétaire général de l'ONU par l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil de sécurité. Dans un certain nombre de résolutions, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général, «lorsqu'un État Membre lui signalera des cas d'emploi d'armes chimiques et bactériologiques (biologiques) ou à toxines qui pourraient constituer une violation du Protocole de Genève de 1925 ou d'autres règles applicables du droit international coutumier, de procéder promptement à des enquêtes afin d'établir les faits et de rendre compte rapidement des résultats de ces enquêtes à tous les États Membres»³.

24. Dans sa résolution 620 (1988), le Conseil de sécurité a aussi encouragé le Secrétaire général «à procéder promptement à des enquêtes sur les allégations portées à son attention par tout État Membre concernant l'emploi éventuel d'armes chimiques et bactériologiques (biologiques) ou à toxines qui pourrait constituer une violation du Protocole de Genève de 1925 ou d'autres règles applicables du droit international coutumier, en vue de déterminer les faits et de faire rapport sur les résultats»⁴.

25. Par leurs résolutions, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont établi un mécanisme pour procéder à des enquêtes sur les allégations d'emploi d'armes chimiques, biologiques ou à toxines de manière systématique, scientifique et objective. Tout État Membre possédant des informations sur l'éventuel emploi de telles armes peut porter un rapport sur une allégation d'emploi à l'attention du Secrétaire général. Donnant suite à ce rapport, le Secrétaire général est autorisé à lancer une enquête et à envoyer notamment une équipe d'enquête sur le ou les sites où se sont produits l'incident ou les incidents pour établir les faits relatifs à l'incident ou aux incidents et faire rapport à ce sujet à tous les États Membres. Rien n'empêche le Secrétaire général d'utiliser des informations supplémentaires qui pourraient être portées à son attention par tout autre État Membre sur tout aspect d'un éventuel emploi si cela peut faciliter la conduite de l'enquête.

³ Résolution 44/115 B (A/RES/44/115B) adoptée sans être mise aux voix le 15 décembre 1989.

⁴ Résolution 620 (1988) (S/RES/620 (1988)) adoptée à l'unanimité le 26 août 1988.

26. Tout État Membre peut désigner des experts qualifiés dont les noms, qualifications et compétences figurent sur une liste établie et périodiquement mise à jour par le Secrétaire général. S'il est décidé d'effectuer une enquête, le Secrétaire général choisit une équipe restreinte pour la réaliser et adresse une notification aux laboratoires dont les services pourront être nécessaires pour analyser des échantillons durant l'enquête.

27. Le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU fournit des services d'appui administratif et fonctionnel et de coordination aux fins du bon fonctionnement du mécanisme d'enquête du Secrétaire général, notamment pour la conduite des enquêtes sur le terrain, et, comme demandé dans la résolution 60/288 de l'Assemblée générale, actualise la liste des experts et des laboratoires, ainsi que les directives et procédures techniques.
